

Cahiers pédagogiques

Susi_trad_Establet_ecole_et_democratie_en_Italie_27aout2015.doc – 4750 signes environ

Susi, F. (2015). *École et démocratie en Italie : de l'unité à la fin du XX^{ème} siècle*. Traduction et postface de R. Establet. Paris : L'Harmattan, collection éducation comparée. 230 pages.

Résumé de la recension en quatre lignes : L'étude historique de l'école en Italie au cours des deux derniers siècles réserve bien des surprises au lecteur français habitué qu'il est à connaître des temporalités longues. F. Susi montre dans ce livre qu'il a fallu attendre la deuxième moitié du dernier siècle pour voir s'établir un lien solide entre école et démocratie dans ce pays.

Nous connaissons assez mal l'histoire de notre système éducatif. Que dire de celui de nos proches voisins ? Francesco Susi s'attelle à cette tâche pour l'Italie et il est bien servi par Roger Establet qui a rédigé une traduction de son livre claire et dénuée de tout jargon de spécialiste. Dans une brève postface, il ajoute son grain de sel de sociologue et montre en s'appuyant sur l'enquête PISA (Programme International d'évaluation des élèves de 15 ans) qu'une régression marquée n'a pas permis d'obtenir en 2012 les résultats prévisibles dans six pays dont l'Italie, la France, l'Allemagne et la Finlande. Seul le premier cité approche au demi-point près le résultat escompté pour les élèves faibles dans les deux grands champs disciplinaires concernés (mathématiques et compréhension de l'écrit) alors que les autres ne l'atteignent pas de plusieurs points.

Il est tentant de chercher à comprendre comment ce résultat a été obtenu dans un pays qui a été longtemps marqué par une édification de l'école et de l'université s'inscrivant dans la plus pure tradition du capitalisme naissant : pas de maternelle d'État (instaurée en 1962 mais dont les premières classes n'ont vu le jour qu'en 1972), une école à plusieurs vitesses - quand les élèves y parvenaient - avec un volet élitiste réservé à une caste et à une classe et un enseignement plus directement professionnel mais qui n'a longtemps concerné qu'une minorité de jeunes et, pour couronner le tout, une université à l'accès soigneusement réservé.

Le lien entre école et démocratie qui figure dans le titre de l'ouvrage permet d'expliquer la très longue persistance de l'analphabétisme qui était, contrairement aux discours et aux textes officiels, le meilleur garant d'un peuple soumis que ses dirigeants voyaient taillable et corvéable à merci. Les deux périodes les plus développées sont celles de l'unité italienne puis du fascisme et de sa chute (une cinquantaine de pages chacune) alors que l'après-guerre est divisée en quatre périodes d'une vingtaine de pages chacune sauf la première (1945-1948) qui n'en compte qu'une dizaine. Enfin, la conclusion s'éloigne du propos sur l'école pour se centrer sur la défense et promotion de l'histoire contre celles et ceux qui en proclament la « fin ». Dans ces pages apparaît, plus nettement encore que dans le reste de l'ouvrage, une référence au marxisme pour éviter de produire « des sujets qui ne sont plus maîtres de leur temps. Dégagés de toute responsabilité à l'égard d'un monde proposé et perçu comme immuable, pour se sentir à leur aise, ils doivent seulement disposer de l'argent pour acheter des marchandises [...] » (p. 201).

Il n'en reste pas moins que sont mis en évidence quelques problèmes qui se sont heurtés dans ce pays et le nôtre à la démocratisation scolaire : il y a tout d'abord la puissance de l'église qui parvient, même après la chute du fascisme, à se prévaloir du concordat signé à son apogée

(1929) pour obtenir des financements de l'État et paralyser ou, tout au moins, freiner l'implantation d'une école que l'on peut appeler laïque, même si elle n'en revendique pas l'appellation. Il y a aussi le fait que le système « s'est toujours organisé [...] sur un mode bureaucratique et centraliste accusé » (p. 66). Heureusement, « la Résistance a aimé montrer la faillite de l'école fasciste et des buts qu'elle poursuivait » (p. 90-91). Heureusement, de nombreux pédagogues peuvent jouer dans les marges du système, quitte à prendre parfois des risques et à en payer les conséquences. C'est ainsi que Freinet assista à la création de « la coopérative de l'imprimerie à l'école (CTS) [...] à Rimini » (p. 127), ce qui préluda à l'introduction de ses institutions comme le texte libre ou le plan de travail dans les écoles élémentaires puis dans le secondaire.

Ce livre très bien documenté et rédigé par un des meilleurs spécialistes de la question peut se lire à deux niveaux : le lecteur curieux de connaître le développement, tardif mais efficace, de l'instruction en Italie fera l'économie des notes (488 pour l'ensemble de l'ouvrage dont la quasi totalité fournissent des titres en italien) et le chercheur en éducation comparée trouvera là un outil de travail extraordinairement riche pour confronter nos certitudes fondées sur un long et lent développement et celles qui peuvent résulter d'une mise en place plus tardive mais finalement très efficace de l'école publique et de l'université d'État. Quant au militant pédagogique, il y découvrira un renouvellement des problématiques qui expliquent la lenteur, voire la résistance au développement d'une école démocratique.

Richard Étienne,
Professeur émérite à l'université Paul Valéry Montpellier 3,
rietienne@wanadoo.fr
Le 22 août 2015.